

pour les prisonnières politiques chiliennes

No. 2 • MAI • 1989



ELIZABETH
RENDIC,
médecin,
après 6 ans
d'emprisonnement
se retrouve
actuellement sous
le régime de
réclusion nocturne

ZAHIRA ZANETTA, 22 ans, son mari se trouve aussi en prison, à Valparaíso. Ils ont une petite fille de 4 ans. Elle nous écrit:

... "Je voudrais que vous sachiez combien nous sommes reconnaissantes pour votre travail et votre soucis envers nous, cela représente une forme de lutte très valable... Ce genre de contact nous donne encore plus de force pour continuer de l'avant... surtout moi qui a été privée de ma fille et de mon compagnon... je serais très reconnaissante si quelqu'un pouvait me parrainer..."

SANDRA GENERAL REINOSO, 22 ans, son compagnon est aussi en prison. Elle a sollicité à maintes reprises la permission pour se marier, ce qui lui a été refusé. *"Je vous remercie beaucoup en mon nom et en celui de mon compagnon de toute l'aide qui nous est offerte; il est tellement bon de constater qu'il y a des gens qui se préoccupent des prisonnières politiques" ... "j'aimerais savoir s'il est possible que j'aie une marraine ou un parrain" ... "toute aide serait bienvenue!"*

LISE VALDEBENITO, 24 ans, se trouve aussi à la prison de Quillota, elle nous raconte toutes les

LA VOIX DES PRISONNIERES POLITIQUES

Ces derniers temps, CISO reçoit une vaste correspondance des prisonnières politiques chiliennes. Ces lettres témoignent de la reconnaissance des prisonnières par rapport à la campagne coordonnée par CISO visant à leur libération et à leurs parrainage et marrainage par des militants et militantes québécois sensibles à la cause chilienne.

Voici quelques extraits des lettres reçues par des prisonnières de la prison de Quillota.

difficultés que sa famille a dû subir depuis qu'elle est en prison. Sa soeur de 20 ans a un mandat d'arrestation et afin d'échapper à la prison, elle a quitté la maison familiale et n'a depuis eu aucun contact avec ses parents. Cette situation a beaucoup affecté sa mère qui suit actuellement une thérapie pour se remettre. *"Vous nous avez offert de l'aide, je vous remercie d'avance, elle est bienvenue quelle que soit la forme: la dénonciation de notre situation ou l'aide économique" ... "Nous sommes reconnaissantes de l'appui permanent que vous témoignez envers les prisonnières politiques, vous êtes ainsi très proches de nous et de notre patrie et nous travaillons en quelque sorte coude à coude pour la démocratie au Chili."*

Toutes ces lettres que nous recevons constituent en fait un appel pressant des prisonnières politiques. Actuellement, le Chili vit la fièvre électorale pour les élections prévues pour le mois de

SANTIAGO:
Le 8 Mars les
femmes
manifestent en
face de la prison
Santo Domingo
pour la
libération des
prisonnières
politiques.
(Photo Nathalie
Laferrière).



“UNITE DES FEMMES CONTRE LA DICTATURE”

Collaboration spéciale de Nathalie. ()*

C'est sous le thème “LA DEMOCRACIA VA SI LA MUJER ESTA” (1) qu'en ce 8 mars, Journée Internationale des Femmes, les Chiliennes ont voulu et ont réussi à passer leur message: un “NON” ferme à la dictature. De façon originale et créatrice, les femmes chiliennes ont exprimé leurs revendications: égalité devant la loi (divorce/mariage) et au travail (travail égal/salaire égal), accès à la santé, la fin de la discrimination, de la répression et de la violence faites aux femmes, fin de la torture et des assassinats, non à l'impunité des militaires coupables de violations des droits humains (détenues

disparues, torturées), la libération des prisonnières politiques et enfin, fin de la DICTATURE qui brime depuis plus de quinze ans les droits des femmes et de tout le peuple chilien.

C'est dans le stade Santa Laura, divisé selon les quatre points cardinaux et représentés chacun par une couleur et un thème (le travail, l'histoire, les luttes des femmes et l'avenir) que 20.000 à 25.000 femmes se sont réunies pour fêter leur 8 mars, chanter et revendiquer.

L'événement principal a été une création collective, une grande pièce de théâtre où la danse, la musique, les couleurs, les enfants ainsi que deux marionnettes géantes et surtout, la participation de ces milliers de femmes, ont su créer une ambiance de grande fête à caractère politique, social et

culturel. C'est dans ce contexte de solidarité que nous nous sommes quittées. Mais à l'extérieur, la répression nous attendait: les “pacos” (2) ont lancé des gaz lacrymogènes et nous ont empêchées de continuer la fête. Vite dispersées, nous avons continué à chanter dans les “micros” (3). Nous n'oublierons pas que, malgré la répression, “somos una, somos mas, somos una fuerza mas” (4).

(1) La démocratie arrivera si la femme est là.

(2) Mot que les gens utilisent pour dire “police”, les carabiniers (flics)

(3) Autobus

(4) Nous sommes UNE, nous sommes plusieurs, nous sommes donc une plus grande force.

(*) Nathalie L., étudiante à l'UQAM. En février dernier, Nathalie s'est rendue au Chili dans le cadre d'un projet de recherche.

TEMOIGNAGE DE GHISLAINE, SUITE A LA SESSION D'EDUCATION SYNDICALE ET REALITES INTERNATIONALES

J'ai participé, avec une vingtaine de membres de la CEQ, à la session d'éducation syndicale: Les réalités internationales et la solidarité. Il en ressortait une grande chaleur et une compréhension de la nécessité de s'unir, tant avec les autres peuples du monde qu'avec nos collègues de travail et la population du Québec.

Une lettre, un peu d'argent, un article dans un quotidien d'ici, une nouvelle à la radio, un stage, grands et petits moyens qui disent: Nous sommes là, nous sommes avec vous, ne lâchez pas.

Cette session, c'est une expérience à vivre !

LA VOIX DES PRISONNIERES...

(de la première page)

décembre; le cas des prisonnières politiques semble être resté dans l'oubli. Les partis politiques plus proches du pouvoir, le centre droit, gardent de façon tactique le silence concernant les violations des droits de la personne dans le but d'apaiser les militaires afin que le processus électoral puisse se dérouler sans problème.

D'autre part, les prisonnières politiques ont manifesté qu'elles n'accepteront pas leur libération en échange d'une amnistie pour les militaires responsables de crimes commis depuis déjà 15 ans, car une démocratie véritable ne pourra être instaurée si les militaires conservent leurs fonctions, il faut que justice soit faite.

Il est donc important d'accentuer la solidarité envers les prisonnières politiques, la campagne de marrainage et parrainage demeure un moyen privilégié.

Une cinquantaine de prisonnières ont déjà été marrainées ou parrainées, il reste encore une dizaine de prisonnières, surtout celles qui sont à la prison de Quillota qui attendent notre appui. Les prisonnières politiques chiliennes constituent en général une population de jeunes femmes, entre 20 et 35 ans et proviennent presque sans exception de foyers à revenus très modestes. Prière de communiquer avec CISO.

Au Chili le salpêtre
a primé sur les êtres
le cuivre et les fruits
ont profité aux amis
britanniques, allemands et yankees

L'appétit du profit
a tué Allende
la démocratie
et les droits humains

L'armée a aidé le pouvoir
les prisonniers ont perdu leur identité
sous le martinet de Pinochet
le pouvoir contrôle les avoirs et les savoirs

Le FMI et la torture
même combat, même culture
salaires minables pour mes semblables
existence minée pour les exilés

Le peuple vibre
les élections libres
le peuple pousse
le système tousse

Liberté! Liberté!
pour tous les miens

Le pouvoir a la frousse
et c'est très bien

Ce poème, suite à un travail d'équipe, lors de la session d'éducation syndicale, a été composé par Gaston Beauregard.

Le 12 avril 1989

Le Comité de solidarité Disparus tiers monde, en collaboration avec l'Entraide missionnaire, tient à vous inviter à une soirée d'information concernant les disparus, avec madame Tilisa Albani. Cette rencontre aura lieu le vendredi 5 mai, à 19h30, au 7400 boulevard Saint-Laurent (près de Jean-Talon, à côté du métro de Castlenau).

Avocate et psychologue sociale, madame Albani coordonne l'équipe d'aide juridique aux parents des disparus et détenus politiques en Argentine et siège sur le comité exécutif de la Fédération latino-américaine des Associations de familles de détenus-disparus (FEDEFAM). Elle abordera plusieurs thèmes lors de la soirée: les origines de la disparition forcée comme technique politique de répression, son travail auprès des familles des disparus et la campagne menée par FEDEFAM pour faire adopter à l'ONU son projet de convention sur la disparition forcée.

Madame Albani se rendra à Montréal dans le

ACTIVITES SUR LA CAUSE DES DISPARUS

cadre d'une tournée canadienne qui commencera le 25 avril à Vancouver, suite au Colloque international sur les disparus, organisé par l'Université Simon Fraser.

Madame Albani se rendra également à Ottawa où elle remettra au gouvernement canadien la pétition comptant plus de 14 000 signatures, réclamant l'appui du Canada à la Convention de FEDEFAM.

DTM tient à remercier tous ceux qui ont participé au succès de cette pétition. La réponse des membres de l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture, du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine et de la Fédération des Cercles de fermières du Québec a été particulièrement encourageante.

Nous avons également reçu un fort appui de la part du Parti québécois et du N.P.D. Monsieur John Parry (N.P.D., Kenova-Rainy River) a soumis au Parlement canadien un projet de Loi privé en faveur de la Convention et tous les députés péquistes ont signé notre pétition.

Malgré tous nos efforts, le gouvernement du Canada s'est montré peu intéressé à la Convention proposée par FEDEFAM. Dans une lettre adressée à DTM l'automne dernier, l'ambassadeur canadien auprès de l'ONU, Monsieur Yves Fortier, a expliqué que le Canada considère qu'une telle convention n'est pas essentielle.

Afin de financer la tournée de madame Albani, nous organisons un souper bénéfice, le samedi 27 mai, au Caf'tiers. Nous vous proposons un délicieux repas accompagné de musique et de jeux de solidarité. Les billets, au coût de 15 \$, doivent être achetés ou réservés au préalable. Venez nombreux!

Pour informations (514) 495-2073, Timothy Kilbourn.